

leurs voisins. Voilà pourquoi nous disons que les Canadiens-français ne seront annexés que par la force des armes.

Quels que soient les vains arrangements de la diplomatie ou du sort des batailles, la nationalité canadienne-française subsistera toujours. Avec une race aussi fidèle à son passé, douée d'une si grande vitalité et d'une si grande force d'expansion, on peut regarder en avant avec confiance. Elle a jeté sur le continent américain des racines profondes, et rien ne pourra détruire sa foi en l'avenir. Nous le pensons plein de promesses.

Jusqu'à ce jour, les républicains des États-Unis, qui avaient pour protagonistes Grant et Blaine, se sont montrés notoirement hostiles à la France. Les faits sont trop connus pour que nous ayons à les rééditer ici. Heureusement, l'arrivée au pouvoir de M. Cleveland, à la tête des démocrates, promet de changer ces dispositions à notre égard et, par contrecoup, à l'égard des Canadiens-français. Les Canadiens-français des États-Unis l'ont bien compris, et c'est en partie à leur appoint électoral que M. Cleveland a dû son élévation à la présidence. Quant aux Canadiens-français de Québec et de Montréal, tout en rendant justice aux sentiments du nouveau président, ils n'en continuent pas moins à repousser hautement toute idée d'annexion aux États-Unis.

La question va d'ailleurs se présenter avant peu dans les discussions parlementaires du Canada. Les Canadiens n'auraient peut-être aucune objection à rester ce qu'ils sont aujourd'hui : mais leur rêve politique, c'est d'arriver à débattre eux-mêmes leurs traités de commerce avec les puissances intéressées, sans l'intermédiaire de l'Angleterre ; c'est de pouvoir, s'il leur plaît, faire des concessions particulières à une nation, quand même l'Angleterre traiterait cette nation sur un pied défavorable. Si l'Angleterre souscrit aux vœux des Canadiens, rien de mieux. Mais si le Royaume-Uni prétend maintenir le *statu quo*, il est fort à craindre que le Canada, mettant ses intérêts commerciaux au-dessus de ses préférences politiques, ne menace l'Angleterre d'une rupture. Notre conviction, qui est d'ailleurs celle de plusieurs hommes d'État anglais, c'est que l'Angleterre se rangera aux vœux des populations canadiennes et évitera ainsi un